



**PRÉFET  
DE L'EURE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Normandie**

**Arrêté préfectoral n° UBDEO/ERA/23/29 modifiant l'arrêté d'autorisation du  
19 janvier 2015 autorisant la société INNOSPEC à exploiter une installation  
classée pour la protection de l'environnement sur la commune de Saint-Marcel  
Rejets aqueux**

**Le préfet de l'Eure  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu :**

Le Code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.181-14 et L.514-5,

Le décret du 31 octobre 2024 du Président de la République nommant Monsieur Charles GIUSTI, préfet de l'Eure,

Le procès-verbal d'installation de Monsieur Charles GIUSTI, préfet de l'Eure, au 18 novembre 2024,

Le décret du 14 février 2024 du Président de la République nommant Monsieur Alaric MALVES, secrétaire général de la préfecture de l'Eure,

L'arrêté préfectoral n° DCAT-SJIPE-2024-92 du 18 novembre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Alaric MALVES, secrétaire général de la préfecture de l'Eure,

La directive 2008/105/CE du 16 décembre 2008 établissant des normes de qualité environnementale dans le domaine de l'eau,

La directive 2000/60/CE, dite « directive-cadre sur l'eau » (DCE),

L'arrêté du 02 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

L'arrêté préfectoral n° D1 – B1- 15-O79 du 19 janvier 2015 autorisant la société INNOSPEC à exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement sur la commune de Saint-Marcel,

L'arrêté préfectoral complémentaire n°UDE/ERA/21/38 du 21 mai 2021 modifiant l'arrêté préfectoral du 19 janvier 2015 autorisant la société INNOSPEC à exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement,

Le rapport de synthèse concernant la campagne de surveillance initiale des Rejets de Substances Dangereuses dans l'Eau (RSDE) du 03 février 2016,

Les courriels de la société INNOSPEC concernant les rejets aqueux de son site et son cadre GIDAF,

Le projet d'arrêté porté le 27 février 2025 à la connaissance de l'exploitant,

L'absence d'observations de l'exploitant par courriel du 12 mars 2025,

**Considérant :**

La demande, exprimée par la société INNOSPEC, de mise à jour du cadre GIDAF,

Que l'arrêté préfectoral du 19 janvier 2015 prescrit uniquement des valeurs limites de rejet pour des rejets en station d'épuration communale et pluviales,

Que, cependant, le site n'envoie plus, depuis 2014, de rejets de process vers la station d'épuration de ST Marcel,

Que l'exploitant se conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 12 septembre 1997 en matières de rejets d'eaux résiduaires,

Que l'arrêté ministériel du 02/02/98 a fixé des seuils de rejets qu'il convient d'appliquer au site,

Que le rapport de surveillance initiale concluait sur l'abandon possible du suivi pérenne pour toutes les substances recherchées à l'exception de Cr, Cu, Zn, AMCA (acide monochloroacétique),

Qu'aucune analyse du paramètre AMCA n'a été poursuivie malgré la conclusion de la RSDE,

Qu'il y a lieu de mettre à jour les prescriptions,

Que les modifications sont jugées comme non substantielles au regard de l'article R.181-46 du Code de l'environnement,

L'article R.181-45 du code de l'environnement susvisé permettant au préfet de modifier par arrêté complémentaire les prescriptions d'un arrêté préfectoral,

L'article R.181-39 du code de l'environnement rendant facultatif l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques,

**SUR** proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de l'Eure,

## ARRETE

### **ARTICLE PREMIER : Objet**

La société INNOSPEC, dont le siège social se situe à Saint Marcel (27950), 17 route de Rouen, est tenue de se conformer aux prescriptions du présent arrêté préfectoral complémentaire modifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 2015 modifié concernant les rejets aqueux du site.

### **ARTICLE 2 : Localisation des points de prélèvements et/ ou rejet**

*L'article 4 de l'arrêté complémentaire du 21 mai 2021 est remplacé par :*

Point de rejet interne à l'établissement	N°1 : Eaux domestiques	N°2 :Eaux pluviales de ruissellement, eaux de refroidissement, eaux process de fer	N°3 :Eaux domestiques	N°4 Point de rejet des eaux de process
Coordonnées Lambert	49.1075 ;1.455990	49.10688 ;1.456216	49.10705 ;1.455990	49.06258; 1.27203
Nature des effluents	Eaux usées des bureaux	Regroupement des aires étanches, de toitures et eaux de process	Eaux usées des sanitaires des ateliers	Eaux de process
Débit nominal (L/s)	/	Séparateur hydrocarbures (65 L/s)	/	/
Débit de pointe (L/s)	/	Séparateur hydrocarbures (325 L/s)	/	/
Exutoire du rejet	Réseau communal d'eaux usées	Seine	Réseau communal d'eaux usées	Réseau pluvial, point n°2
Traitement avant rejet	/	1 débourbeur (6 500 L) à hydrocarbures (5 mg/L) sur le site	/	Physique (charbon actif pour les eaux de process)
Conditions de raccordement	/	Arrêté d'autorisation de déversement d'eaux usées	/	/
Station de traitement collective	Station d'épuration urbaine de Saint Marcel	/	Station d'épuration urbaine de Saint Marcel	/

Le plan des réseaux est joint en annexe I du présent arrêté.

### **ARTICLE 3: Valeurs limites d'émission des eaux résiduelles avant rejet dans le milieu naturel**

*L'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral du 19/01/2015 est remplacé par les dispositions suivantes :*

### 3.1 Eaux domestiques et sanitaires

Relativement aux points de rejet 1 et 3 d'eaux domestiques et sanitaires, l'exploitant dispose d'une autorisation de déversement des eaux usées dans le réseau public d'assainissement établi avec la commune abritant la station d'épuration.

### 3.2 Eaux pluviales et de process

#### 3.2.1 Eaux de process

Le prélèvement pour les eaux de process se fait au niveau du préleveur/ débitmètre situé en amont du séparateur et en sortie de la station charbon, avant regroupement avec les eaux pluviales du site, via un canal et un système de prélèvement dédié. Il s'agit du point n°4.

Relativement au point de rejet n°4, l'exploitant est tenu de respecter les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définis pour les effluents avant rejet en Seine :

Température: <30°C

pH entre 5,5 et 8,5

Débit maximal : 12m<sup>3</sup>/j

Paramètres (Code Sandre)	Concentration maximale journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j)
DBO5 (1313)	100	1.2
MES (1305)	100	1.2
Hydrocarbures (7009)	8	0.1
COT (1841)	100	1.2
Fer (1393)	1.6	0.02
Indice phénols (1440)	0.25	0.003
Chlorures (1337)	300000	3600

#### Surveillance pérenne:

Conformément au rapport de la surveillance initiale, l'exploitant réalisera un suivi pérenne du paramètre suivant :

#### **Acide monochloroacétique**

6 analyses trimestrielles seront réalisées. A l'issue de ces 6 campagnes d'analyses, l'exploitant pourra proposer, sur la base d'un argumentaire étayé, l'arrêt de la surveillance de ce paramètre.

#### 3.2.2 Eaux pluviales

*L'article 4.3.12 de l'arrêté préfectoral du 19/01/2015 est remplacé par les dispositions suivantes :*

La mesure de qualité des eaux pluviales est réalisée en sortie du point de rejet 2, en dehors de période de rejet des eaux de process pour avoir uniquement les eaux pluviales de ruissellement/ eaux de refroidissement.

Paramètres (code Sandre)	Concentration (mg/L)
MES (1305)	35
DCO (1314)	125
DBO5 (1313)	100
HCT (7009)	5

#### **ARTICLE 4 : Autosurveillance des eaux résiduaires**

*L'article 9.2.3 de l'arrêté préfectoral du 19/01/2015 est remplacé par les dispositions suivantes:*

Paramètres	Autosurveillance : périodicité de la mesure
Débit	Moyenne journalière
Température	Moyenne journalière
pH	Moyenne journalière
DBO5 (1313)	Annuelle
MES (1305)	Trimestrielle
Hydrocarbures (7009)	Annuelle
COT (1841)	Trimestrielle
Fer (1393)	Annuelle
Indice phénols (1440)	Annuelle
Chlorures (1337)	Trimestrielle

#### **ARTICLE 5 : Textes applicables**

Les rejets aqueux du site sont soumis au respect des prescriptions de l'arrêté ministériel du 02/02/98 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

#### **ARTICLE 6 : Délais et voies de recours (article R.514-3-1 du code de l'environnement)**

Le présent arrêté, conformément aux décisions mentionnées aux articles L.211-6 et L.214-10 et au I de l'article L. 514-6, peut être déféré à la juridiction administrative selon les dispositions des articles R.514-3-1 et R.181-50 du code de l'environnement :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication sur le site internet de la préfecture prévue au 4° de l'article R.181-44 du Code de l'environnement ou de l'affichage de la décision en mairie dans les conditions prévues au 2° du même article.

Les personnes physiques et morales de droit privé non représentées par un avocat, autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen du téléservice « Télécours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Sans préjudice du recours gracieux mentionné à l'article R.214-36, les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

#### **ARTICLE 7 : PUBLICITE ET EXECUTION**

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par voie administrative.

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de l'Eure qui a délivré l'acte pendant une durée minimale de quatre mois.

Le secrétaire général de la préfecture, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Copie dudit arrêté est adressée à :

- Monsieur le sous-préfet de Les Andelys,
- Monsieur le maire de la commune de St Marcel,
- à l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) (DREAL – UBDEO),

Évreux, le **21 MARS 2025**

Pour le Préfet et par délégation,  
le secrétaire général de la préfecture



Alaric MALVES

## Annexe I Plan des réseaux

